La responsabilité du fait des produits défectueux

David Bakouche,

agrégé des facultés de droit,
professeur à l'université Paris-Sud (Paris-Saclay)

Avant-projet de loi

« Chapitre V. - Les principaux régimes spéciaux de responsabilité

(...)

« Section 2. - Le fait des produits défectueux

(...)

« Article 1289. - Le producteur est responsable du dommage causé par un défaut de son produit, qu'il soit ou non lié par un contrat avec la victime.

« Article 1290. - Les dispositions de la présente section s'appliquent à la réparation des préjudices qui résultent d'un dommage corporel.

« Elles s'appliquent également à la réparation du préjudice supérieur à un montant déterminé par décret, qui résulte d'une atteinte à un bien autre que le produit défectueux lui-même, à condition que ce bien soit d'un type normalement destiné à l'usage ou à la consommation privés et ait été utilisé par la victime principalement pour son usage ou sa consommation privés.

« Article 1291. - Est un produit tout bien meuble, même s'il est incorporé dans un immeuble, y compris les produits du sol, de l'élevage, de la chasse et de la pêche. L'électricité est considérée comme un produit.

« Article 1292. - Un produit est défectueux au sens de la présente section lorsqu'il n'offre pas la sécurité à laquelle on peut légitimement s'attendre.

« Dans l'appréciation de la sécurité à laquelle on peut légitimement s'attendre, il doit être tenu compte de toutes les circonstances et notamment de la présentation du produit, de l'usage qui peut en être raisonnablement attendu et du moment de sa mise en circulation.

« Un produit ne peut être considéré comme défectueux par le seul fait qu'un autre, plus perfectionné, a été mis postérieurement en circulation.

« Article 1293. - Est producteur, lorsqu'il agit à titre professionnel, le fabricant d'un produit fini, le producteur d'une matière première, le fabricant d'une partie composante.

« Est assimilée à un producteur pour l'application de la présente section toute personne agissant à titre professionnel :

« 1° Qui se présente comme producteur en apposant sur le produit son nom, sa marque ou un autre signe distinctif ;

« 2° Qui importe un produit dans l'Union européenne en vue d'une vente, d'une location, avec ou sans promesse de vente, ou de toute autre forme de distribution.

« Ne sont pas considérées comme producteurs, au sens de la présente section, les personnes dont la responsabilité peut être recherchée sur le fondement des articles 1646-1 et 1792 à 1792-6.

« Article 1294. - Si le producteur ne peut être identifié, le vendeur, le loueur, à l'exception du crédit-bailleur ou du loueur assimilable au crédit-bailleur, ou tout autre fournisseur professionnel, est responsable du défaut de sécurité du produit, dans les mêmes conditions que le producteur, à moins qu'il ne désigne son propre fournisseur ou le producteur, dans un délai de trois mois à compter de la date à laquelle la demande de la victime lui a été notifiée.

« Le recours du fournisseur contre le producteur obéit aux mêmes règles que la demande émanant de la victime directe du défaut. Toutefois, il doit agir dans l'année suivant la date de sa citation en justice.

« Article 1295. - En cas de dommage causé par le défaut d'un produit incorporé dans un autre, le producteur de la partie composante et celui qui a réalisé l'incorporation sont solidairement responsables.

« Article 1296. - Le demandeur doit prouver le dommage, le défaut et le lien de causalité entre le défaut et le dommage.

« Article 1297. - Le producteur peut être responsable du défaut alors même que le produit a été fabriqué dans le respect des règles de l'art ou de normes existantes ou qu'il a fait l'objet d'une autorisation administrative.

« Article 1298. - Le producteur est responsable de plein droit à moins qu'il ne prouve :

« 1° Qu'il n'avait pas mis le produit en circulation ;

« 2° Que, compte tenu des circonstances, il y a lieu d'estimer que le défaut ayant causé le dommage n'existait pas au moment où le produit a été mis en circulation par lui ou que ce défaut est né postérieurement ;

« 3° Que le produit n'a pas été destiné à la vente ou à toute autre forme de distribution ;

« [4° Que l'état des connaissances scientifiques et techniques, au moment où il a mis le produit en circulation, n'a pas permis de déceler l'existence du défaut ;]

« 5° Ou que le défaut est dû à la conformité du produit avec des règles impératives d'ordre législatif ou réglementaire.

« Le producteur de la partie composante n'est pas non plus responsable s'il établit que le défaut est imputable à la conception du produit dans lequel cette partie a été incorporée ou aux instructions données par le producteur de ce produit.

[« Article 1299. - Le producteur ne peut invoquer la cause d'exonération prévue au 4° de l'article 1298 lorsque le dommage a été causé par un élément du corps humain ou par les produits issus de celui-ci, ou par tout produit de santé à usage humain mentionné dans le premier chapitre du titre II du livre Ier de la cinquième partie du code de la santé publique.]

« Article 1299-1. - Les clauses qui visent à écarter ou à limiter la responsabilité du fait des produits défectueux sont interdites et réputées non écrites.

« Article 1299-2. - Sauf faute du producteur, la responsabilité de celui-ci, fondée sur les dispositions de la présente section, est éteinte dix ans après la mise en circulation du produit même qui a causé le dommage à moins que, durant cette période, la victime n'ait engagé une action en justice.

« Article 1299-3. - L'action en réparation fondée sur les dispositions de la présente section se prescrit dans un délai de trois ans à compter de la date à laquelle le demandeur a eu ou aurait dû avoir connaissance du dommage, du défaut et de l'identité du producteur.

« Article 1299-4. - Les dispositions de la présente section ne portent pas atteinte aux droits dont la victime d'un dommage peut se prévaloir au titre du droit de la responsabilité contractuelle.

« Elles ne lui interdisent pas non plus d'invoquer les dispositions de la responsabilité extracontractuelle prévues par le présent chapitre, ou d'autres régimes spéciaux de responsabilité, dès lors que ceux-ci ont un fondement différent de la responsabilité prévue à la présente section.

« Le producteur reste responsable des conséquences de sa faute et de celle des personnes dont il répond.

L'avant-projet de loi reprend la plupart des dispositions issues de la loi n° 98-389 du 19 mai 1998 qui avait transposé en droit interne la directive 85/374/CEE du 25 juillet 1985. Il recèle tout de même quelques innovations qui portent sur certains des points clés du régime de la responsabilité du fait des produits défectueux.

1 - L'avant-projet de loi portant réforme de la responsabilité civile, soumis à consultation publique jusqu'au 31 juillet prochain, propose d'insérer dans le Titre III du Livre III du Code civil un Sous-titre II « La responsabilité civile », qui prendrait place entre le Sous-titre Ier « Le contrat » et le Sous-titre III « Autres sources d'obligations ». Il s'inspire donc directement de l'avant-projet *Catala* (dont la partie relative à la responsabilité a été préparée par un groupe de travail dirigé par Mme G. Viney et M. G. Durry) qui, contrairement au projet de l'Académie des sciences morales et politiques dirigé par M. F. Terré, suggérait de substituer au droit « des délits » un droit de « la responsabilité civile » englobant la responsabilité contractuelle. S'en tenant au sujet qu'il nous a été donné de traiter ici, il ne saurait être question ni de discuter du choix de déplacer du Sous-titre Ier au Sous-titre II les règles relatives aux dommages et intérêts dus par le débiteur en cas d'inexécution de son obligation contractuelle, ni de revenir sur celui de superposer à l'exposé des trois sources principales d'obligations la *summa divisio* des actes et des faits juridiques - sauf à relever que la responsabilité civile n'évoque pas, à proprement parler, la source de l'obligation¹. Notre propos se limitera

donc à la Section 2 « Le fait des produits défectueux » (art. 1289 à 1299-4) du Chapitre V intitulé « Les principaux régimes spéciaux de responsabilité ».

2 - Il faut d'emblée remarquer que ces dispositions attestent d'un parti pris qui nous paraît devoir être approuvé : celui d'inclure dans le Code civil, à côté des dispositions générales qui relèvent de ce qu'il est convenu d'appeler « le droit commun », certains régimes spéciaux de responsabilité. L'avant-projet de loi ne revient donc pas sur le choix fait par la loi n° 98-389 du 19 mai 1998 de transposer dans le Code civil la directive 85/374/CEE du 25 juillet 1985 relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en matière de responsabilité du fait des produits défectueux. Il faut dire que, bien que l'opinion contraire ait pu être défendue², on s'accorde généralement pour considérer que certaines règles spéciales doivent, compte tenu de leur importance aussi bien théorique que pratique, figurer dans le Code civil³.

Thèmes et commentaires, 2009, p. 83 et s. - du même auteur, *Réflexions préliminaires sur le chapitre Des Délits* in F. Terré (dir.), *préc.*, p. 15 et s. - Cl. Brenner, *Sources des obligations dans le Code civil rénové : passage à l'acte ou acte manqué ?* : JCP G 2016, act. 524, *Libres propos*.

2 Y. Lequette, *Recodification civile et prolifération des sources internationales* in *Le Code civil 1804-2004 - Livre du Bicentenaire* : LexisNexis et Dalloz, 2004, p. 169 et s., *spéc.* n° 8, pour qui « les dispositions d'origine communautaire constituent au sein d'une codification nationale un corps étranger ».

3 G. Viney, *Exposé des motifs* in *Rapport sur l'avant-projet de réforme du droit des obligations et du droit de la prescription* : Doc. fr., 2005, p. 161. - P. Jourdain, *Faut-il recodifier le droit de la responsabilité*

1 Ph. Rémy, *Plans d'exposition et catégories du droit des obligations* in F. Terré (dir.), *Pour une réforme du droit des contrats* : Dalloz, coll.

Si l'on veut bien admettre que, dans un souci de lisibilité du droit des obligations conforme à l'objectif poursuivi, il est souhaitable que le Code civil reflète les tendances fortes du droit contemporain de la responsabilité, le choix fait par l'avant-projet nous semble difficilement contestable. Il l'est d'autant moins que, jusqu'alors bizarrement coincé entre les engagements qui se forment sans convention et le contrat de mariage (*Livre III, Titre IV bis*), le régime de la responsabilité du fait des produits défectueux s'insère cette fois logiquement dans un ensemble ordonné et cohérent.

3 - Ce qui est plus discuté, c'est la façon dont est mise en œuvre la distinction droit commun / droits spéciaux, et donc la sélection des régimes considérés par le Chapitre V du Sous-titre II comme des régimes spéciaux de responsabilité : « Le fait des véhicules terrestres à moteur » (*Sect. 1*) et « Le fait des produits défectueux » (*Sect. 2*). À s'en tenir à la responsabilité extracontractuelle, le droit commun ne se limite-t-il pas à la responsabilité pour faute, que l'avant-projet de loi déplace aux articles 1241 et 1242 du Code civil ? La responsabilité du fait des produits défectueux est-elle « plus spéciale » que celle des parents du fait de leurs enfants mineurs (art. 1246) ou des « personnes qui par contrat assument, à titre professionnel, une mission de surveillance d'autrui » et, à ce titre, « répondent du fait de la personne physique surveillée » (art. 1248) ? Sans doute pourrait-on objecter, s'agissant de ces deux derniers cas, que la spécificité de la responsabilité du fait d'autrui ne tenant pas à son fait générateur mais à la manière dont la charge de la réparation est imputée, c'est bien la faute de l'auteur du dommage, voire le fait de la chose, qui engage la responsabilité du « répondant » - ce qui explique d'ailleurs que l'avant-projet de loi, comme le faisait le projet *Terré*, traite d'un côté des faits générateurs de responsabilité (art. 1241 à 1244) et, de l'autre, de l'imputation du dommage causé par autrui (art. 1245 à 1249). Soit. Mais on pourrait poursuivre et se demander ce que la responsabilité du fait des produits défectueux a de moins « commune » que l'anachronique responsabilité du fait des animaux que recouvrent il est vrai à présent la responsabilité du fait des choses (art. 1243, dernier al.) ou la responsabilité pour troubles anormaux du voisinage (art. 1244)... Sous cet aspect, le projet *Terré*, qui faisait de la faute, du dommage, de la causalité et des cas d'imputation du dommage causé par autrui le vrai droit commun de la responsabilité, les régimes spéciaux regroupant les cas de responsabilité réglés par les actuels articles 1384 et suivants du Code civil auxquels quelques autres avaient été ajoutés - du fait des installations classées, pour troubles anormaux de voisinage, du fait des véhicules terrestres à moteur, du fait des produits défectueux et du fait de l'activité médicale - nous paraîtrait, quitte à ne pas tous les retenir, constituer une juste source d'inspiration. En tout état de cause, on ne saurait, comme le fait l'avant-projet de loi, regrouper dans un chapitre intitulé « Les principaux régimes spéciaux de responsabilité » le régime des accidents de la circulation et celui des produits défectueux : si le second est certainement un régime de responsabilité, tel n'est pas le cas du premier qui, admettant qu'une personne puisse être tenue de réparer un dommage dans la genèse duquel ne pourrait pourtant

être décelée la moindre trace d'un fait illicite, repose sur une philosophie étrangère à l'institution⁴. Il serait dès lors souhaitable, afin d'éviter l'amalgame entre responsabilité et indemnisation, de modifier le Chapitre V, qui s'intitulerait « Les principaux régimes spéciaux de responsabilité ou d'indemnisation » et traiterait, comme l'avait fait l'avant-projet *Catala*, de « L'indemnisation des victimes d'accidents de la circulation » et de « La responsabilité du fait des produits défectueux ».

4 - Venons-en à présent à la substance des textes. Apprécié globalement, l'avant-projet de loi apparaît, pour ce qui est de la responsabilité du fait des produits défectueux, comme une œuvre de consolidation puisqu'il reprend la plupart des dispositions antérieures, les corrections ne s'effectuant, pour l'essentiel, qu'à la marge. Et pour cause : la « dénationalisation du droit civil »⁵, « dominé »⁶ par des droits « venus d'ailleurs » pour reprendre la formule évocatrice du doyen *Carbonnier*⁷, rend bien étroite la fenêtre de tir⁸, la modification des textes ne se concevant qu'avec l'assentiment des autorités européennes⁹. Ainsi ne s'étonne-t-on pas que ne soient pas reprises les dispositions des articles 1386-13 et 1386-14 du Code civil (*réd. L. n° 98-389, 19 mai 1998*), le premier de ces textes admettant l'exonération totale ou partielle du producteur par la faute de la victime ou d'une personne dont la victime est responsable, le second excluant toute possibilité d'exonération partielle par le fait d'un tiers qui aurait concouru à la réalisation du dommage. Ces règles ne sont pas abandonnées ; elles figurent désormais dans un chapitre spécialement consacré aux causes d'exonération - Chapitre III « Les causes d'exonération ou d'exclusion de la responsabilité » - dont les dispositions sont en principe applicables à tous les régimes de responsabilité. Le projet d'article 1253 dispose ainsi que « le cas fortuit, le fait du tiers ou de la victime sont totalement exonérateurs s'ils remplissent les caractères de la force majeure »¹⁰, tandis que l'article 1254 prévoit que « le manquement de la victime à ses obligations contractuelles, sa faute ou celle d'une personne dont elle doit répondre sont partiellement exonérateurs lorsqu'ils ont contribué à la réalisation du

civile ? in *Libres propos sur les sources du droit*, Mél. Ph. Jestaz : Dalloz, 2006, p. 247 et s., spéc. p. 254, pour qui la « centralisation » dans le Code civil de règles éparpillées permet de redonner au droit de la responsabilité civile une certaine unité. À ce titre, relève-t-il, « certains régimes spéciaux de responsabilité, lorsqu'ils ont un large champ d'application (par exemple les accidents de la circulation et la responsabilité des producteurs) [méritent] d'y être intégrés ».

4 Ph. Brun, *Responsabilité civile extracontractuelle* : LexisNexis, 2014, 3^e éd., n° 155. - Contra, J.-S. Borghetti, *L'accident fait générateur de responsabilité* : *Resp. civ. et assur.* 2015, dossier 3.

5 Ph. Rémy, *Regards sur le Code in Le Code civil 1804-2004 - Livre du Bicentenaire*, op. cit. note (2), p. 99 et s., spéc. p. 114 et s.

6 J. Foyer, *Le droit civil dominé in Le droit privé français à la fin du XX^e siècle, Études offertes à P. Catala* : LexisNexis, 2001, p. 13 et s.

7 J. Carbonnier, *Droit et passion du droit sous la Ve République* : Flammarion, coll. *Champs et essais*, 2008, p. 47.

8 L'objet autant que le format de la présente contribution imposent de s'en tenir à ce constat, auquel certains ne trouveront rien à redire. D'autres se demanderont « par quelle singulière aberration un peuple adulte a pu ainsi aliéner - à une époque où on ne cesse d'exalter la démocratie - le soin de dire son droit entre les mains d'hommes qui lui sont extérieurs et qui n'ont pas pour première mission le bien commun de la société française » (F. Terré, *Introduction générale au droit* : Dalloz, coll. *Précis*, 2015, 10^e éd., n° 313, p. 249). Chacun appréciera...

9 Pour cette raison, le groupe de travail dirigé par Mme Viney et M. Durry avait préféré laisser intacts les articles 1386-1 à 1386-18 du Code civil. V. G. Viney, *Exposé des motifs, préc. note (3)*. La proposition de loi portant réforme de la responsabilité civile déposée par M. le sénateur Béteille, enregistrée à la présidence du Sénat le 9 juillet 2010, reprenait elle aussi, sans modification, les textes existants.

10 Sur la justification de l'admission de la force majeure comme cause d'exonération totale de la responsabilité du producteur, C. Larroumet, *La notion de risque de développement, risque du XXI^e siècle in Clés pour le siècle* : Dalloz, coll. *Études, mélanges, travaux*, 2000, p. 1589 et s., spéc. n° 1614.

dommage ». La nouveauté, qui s'inscrit dans la logique de l'avant-projet de loi consistant à réserver un traitement particulier à la réparation du dommage corporel, résulte de la suite du texte, qui dispose qu'« en cas de dommage corporel, seule une faute lourde peut entraîner l'exonération partielle ». Quant au fait du tiers, les nouveaux textes maintenant les solutions du droit positif, il n'est pas susceptible de produire un effet partiellement exonératoire. Reste, parmi les causes d'exonération spécifiques à la responsabilité du producteur, le risque de développement, que l'avant-projet de loi retient, avec tout de même semble-t-il une hésitation - le projet d'article 1298, 4^o, figurant entre crochets et, du même coup, le correctif en cas de dommage causé par un élément du corps humain ou par les produits issus de celui-ci, l'article 1299. Il nous paraît pourtant opportun de conserver le principe de l'absence de responsabilité du producteur lorsque « l'état des connaissances scientifiques et techniques, au moment où il a mis le produit en circulation, n'a pas permis de déceler l'existence du défaut » et ainsi de continuer de donner à la responsabilité de plein droit du producteur une coloration subjective en prenant en compte son ignorance légitime du défaut lors de la mise en circulation du produit. Non parce que l'exonération pour risque de développement s'accorderait avec l'évolution de la définition de la cause étrangère totalement exonératoire (C. civ., art. 1218, *réd. Ord. n° 2016-131. - Avant-projet*, art. 1253, al. 2), l'assimilation des deux notions étant à juste titre contestée¹¹ ; mais plutôt parce que le compromis que réalise la prise en compte du risque de développement entre des considérations sociales du côté des victimes et économiques du côté des producteurs n'ouvre pas à ce point une brèche dans les principes classiques du droit français de la responsabilité qu'il faille abandonner la notion, pourvu, comme le relève justement notre collègue Philippe Brun, que les tribunaux se montrent suffisamment vigilants pour que l'industrie agroalimentaire et l'industrie pharmaceutique - pour ne citer qu'elles - ne puissent tirer de cette « aubaine communautaire » un parti excessif¹².

5 - Au fond, si l'on excepte quelques modifications destinées à tenir compte du plan du Sous-titre II (les articles 1292 et 1299-4 visant « la présente section » et plus, comme le font les articles 1386-4 et 1386-18, le « présent titre »), à unifier la terminologie (« dommage corporel » plutôt que « atteinte à la personne » : art. 1290) ou à la moderniser (« Union européenne » plutôt que « Communauté européenne » : art. 1293, 2^o), les innovations semblent se concentrer sur trois séries de questions : la mise en circulation du produit (1), le champ d'application du régime spécial (2) et l'articulation de celui-ci avec d'autres régimes de responsabilité (3).

- 1 -

6 - La première tient à la disparition de la définition de la mise en circulation du produit, alors pourtant qu'elle est la notion clé de la responsabilité du fait des produits défectueux dont elle constitue le fait générateur. Elle explique en effet que le producteur ne soit pas responsable s'il s'avère que le produit qui a causé le dommage n'avait pas été mis en circulation ; qu'il n'était pas destiné

à la vente ou à toute autre forme de distribution ; que le défaut dommageable n'existait pas ou n'était pas décelable au moment où le produit a été mis en circulation (art. 1298, 1^o, 2^o et 4^o). Elle commande en outre le champ d'application dans le temps du régime spécial et la durée de la responsabilité du producteur (art. 1299-2). On pourrait dès lors, dans une première approche, être surpris de ne pas retrouver dans l'avant-projet la définition qu'en avait donné la loi du 19 mai 1998 à l'article 1386-5 du Code civil, qui dispose qu'« un produit est mis en circulation lorsque le producteur s'en est dessaisi volontairement » (C. civ., art. 1386-5, al. 1^{er}) et précise qu'« un produit ne fait l'objet que d'une seule mise en circulation » (C. civ., art. 1386-5 al. 2). Pour autant, les arguments ne manquent pas pour justifier cet alignement du droit français de la responsabilité du fait des produits défectueux sur le texte de la directive qui, faut-il le rappeler, ne définit pas la mise en circulation du produit. D'abord, il faut bien concéder que la définition de cette notion avant tout économique par l'article 1386-5 est décevante et génératrice de bien des incertitudes¹³. Pour n'en évoquer que quelques-unes, on sait bien qu'elle est loin de régler le problème de la mise en circulation des produits composites, à propos desquels l'article 1386-8, qui deviendrait l'article 1295, prévoit que « le producteur de la partie composante et celui qui a réalisé l'incorporation sont solidairement responsables » : y a-t-il mise en circulation d'une partie composante ou de l'ensemble ? Elle ne règle pas non plus celui des produits fabriqués en série, à propos desquels on se demande si c'est le genre du produit qui doit être pris en considération (et donc le moment de mise en circulation du premier exemplaire de la série) ou s'il faut plutôt s'attacher au produit même qui a causé le dommage¹⁴. Ensuite, et surtout, il n'est pas certain que l'article 1386-5 soit parfaitement conforme à l'interprétation faite par la Cour de Luxembourg de la notion de mise en circulation du produit : alors en effet que la définition du texte français pourrait laisser croire que la remise du produit à une filiale par la société mère productrice suffit à caractériser la mise en circulation, la Cour de justice, qui décide qu'« un produit est mis en circulation lorsqu'il est sorti du processus de fabrication mis en œuvre par le producteur et qu'il est entré dans un processus de commercialisation dans lequel il se trouve en l'état offert au public aux fins d'être utilisé ou consommé », estime qu'il incombe au juge national d'apprécier au cas par cas les liens existants entre les sociétés du groupe, de telle sorte que des liens étroits pourraient conduire à considérer que le transfert du produit de l'une à l'autre n'emporte pas mise en circulation¹⁵. De tout cela, il ressort qu'il n'est finalement pas déraisonnable de ne pas maintenir dans le Code civil un texte un peu encombrant à l'utilité incertaine et de s'en remettre, pour l'application de la notion, aux directives d'interprétation que la Cour européenne devrait continuer d'apporter pour clarifier sa jurisprudence.

¹¹ C. Larroumet, *préc. note (10), spéc. n° 1623*.

¹² Ph. Brun, *Responsabilité civile extracontractuelle, op. cit. note (4), n° 763*.

¹³ F.-X. Testu et J.-H. Moitry, *La responsabilité du fait des produits défectueux : D. affaires 1998, suppl. au n° 125, p. 3 et s., spéc. n° 21*.

¹⁴ Ph. Brun, *Responsabilité civile extracontractuelle, op. cit. note (4), n° 756*.

¹⁵ CJCE, 9 févr. 2006, *aff. C-127/04, Declean O'Byrne c/ Sanofi Pasteur : JCP G 2006, I, 166, n°14, obs. Ph. Stoffel-Munck ; D. 2006, p. 1937, obs. Ph. Brun ; RTD civ. 2006, p. 331, obs. P. Jourdain. - CJUE, 2 déc. 2009, *aff. C-358/08, SA Aventis Pasteur c/ OB : JCP G 2010, 268, V.A. Christianos ; D. 2010, p. 624, note J.-S. Borghetti ; RTD civ. 2010, p. 340, obs. P. Jourdain*.*

- 2 -

7 - La deuxième concerne le champ d'application du régime de la responsabilité du fait des produits défectueux. On sait que, contrairement à l'article 9 de la directive du 25 juillet 1985, l'article 1386-2 du Code civil, issu de la loi de transposition du 19 mai 1998, ne distingue pas entre les dommages matériels selon qu'ils ont pour objet un bien destiné à la consommation ou un bien professionnel. Pour autant, la Cour de Luxembourg avait paru admettre la conformité du texte à la directive : répondant à une question préjudicielle posée par la chambre commerciale de la Cour de cassation, elle avait décidé qu'elle « ne s'oppose pas à l'interprétation d'un droit national ou à l'application d'une jurisprudence interne établie selon lesquelles la victime peut demander réparation du dommage causé à une chose destinée à l'usage professionnel et utilisée pour cet usage, dès lors que cette victime rapporte seulement la preuve du dommage, du défaut du produit et du lien de causalité entre ce défaut et le dommage », et ce au motif que la réparation de ces dommages « ne relève pas du champ d'application de la directive »¹⁶. La solution laissait penser que la victime de dommages affectant des biens à usage professionnel disposait d'une option : se prévaloir du régime institué par la directive ou préférer un autre régime de responsabilité. L'avant-projet de loi supprime cette « zone grise » des dommages non compris dans le champ d'application de la directive mais dont le Code civil soumet actuellement la réparation aux règles prescrites par celle-ci et clarifie ainsi la situation¹⁷. Le régime spécial de responsabilité du fait des produits défectueux devient donc inapplicable à la réparation des dommages aux biens professionnels (art. 1290, al. 2) et, logiquement, à la réparation du préjudice commercial consécutif au défaut du produit, contrairement à ce qu'a admis la Cour de cassation, de façon d'ailleurs discutable au regard du texte et de l'esprit de la directive¹⁸. De cette précision, qui devrait mettre fin au flottement de la jurisprudence¹⁹, le projet d'article 1299-1 tire la conséquence : il n'y a plus lieu, comme le fait actuellement l'article 1386-15, d'apporter un tempérament à l'interdiction de principe des clauses visant à écarter ou à limiter la responsabilité du fait des produits défectueux « pour les dommages causés aux biens qui ne sont pas utilisés par la victime principalement pour son usage ou sa consommation privée ».

8 - Il s'en déduit en tout cas que, délivré du carcan de la directive puisque la réparation de ce type de dommages reste en dehors de son champ d'application, le régime jurisprudentiel français de responsabilité du fait des produits reposant sur l'obligation de sécurité trouvera à s'appliquer²⁰, sauf à considérer, ce qui paraît tout de même excessif²¹, que l'avant-projet de loi, en donnant compétence

exclusive à la responsabilité extracontractuelle pour la réparation des dommages corporels, y compris ceux causés dans l'exécution d'un contrat (art. 1233, al. 2), n'implique pas seulement une restriction du champ de la responsabilité contractuelle par un reflux des obligations accessoires au contrat mais, plus radicalement, la disparition pure et simple des obligations contractuelles de sécurité²². Sous cette réserve, on en arrive, non sans paradoxe²³, à ce que le régime le plus favorable aux victimes s'applique à la réparation des atteintes portées à des intérêts professionnels²⁴, alors que les atteintes à la personne ou aux biens à usage privé sont, elles, en principe exclusivement soumises au régime de la responsabilité du fait des produits défectueux issu de la directive (*V. infra*), par hypothèse moins favorable - canalisation de la responsabilité sur le producteur, exonération pour risque de développement, prescription triennale, franchise.

- 3 -

9 - Dans le prolongement des observations qui précèdent, la dernière question qui retient ici l'attention est précisément celle de l'articulation du régime spécial de responsabilité du fait des produits défectueux avec d'autres régimes de responsabilité. Les termes du débat sont bien connus. L'article 13 de la directive, que la loi du 19 mai 1998 avait transposé à l'article 1386-18 du Code civil, dispose que la directive « ne porte pas atteinte aux droits dont la victime d'un dommage peut se prévaloir au titre du droit de la responsabilité contractuelle ou extracontractuelle ou au titre d'un régime spécial de responsabilité existant au moment de la notification de la présente directive ». Mais on sait que la Cour de justice, dans un arrêt du 25 avril 2002, rendu sur renvoi d'une juridiction espagnole en interprétation préjudicielle de l'article 13 relatif à l'option laissée à la victime entre le droit commun national et la responsabilité qu'elle règlemente, a considéré que « les droits conférés par la législation d'un État membre aux victimes d'un dommage causé par un produit défectueux au titre d'un régime général de responsabilité ayant le même fondement que celui mis en place par ladite directive, peuvent se trouver limités ou restreints à la suite de la transposition de celle-ci dans l'ordre juridique interne dudit État »²⁵. La possibilité d'invoquer un autre régime de responsabilité que celui prévu par la directive ne vaut ainsi que dans la mesure où il repose sur un fondement différent de celui de la directive²⁶, à savoir : la faute, à condition qu'elle soit distincte du défaut de sécurité du produit en cause²⁷ ; la garantie des vices cachés, à condition que le défaut de sécurité cor-

16 CJCE, 4 juin 2009, aff. C-285/08, *Moteurs Leroy Somer c/ Dalkia France et Ace Europe* : JCP G 2009, 82, P. Jourdain.

17 J.-S. Borghetti, *Des principaux délits spéciaux in F. Terré (dir.), Pour une réforme du droit de la responsabilité civile, op. cit. note (1), p. 163 et s.*

18 Cass. 1^{re} civ., 1^{er} juill. 2015, n° 14-18.391 : *JurisData* n° 2015-016121 ; *RTD civ.* 2015, p. 892, obs. P. Jourdain.

19 Cass. 1^{re} civ., 17 mars 2016, n° 13-18.876 : *JurisData* n° 2016-004838 ; *Resp. civ. et assur.* 2016, note D. Bakouche.

20 D. Bakouche, *La responsabilité des fournisseurs* : *Resp. civ. et assur.* 2016, dossier 5.

21 É. Savaux, *La fin de la responsabilité contractuelle ?* : *RTD civ.* 1999, p. 1 et s.

22 P. Jourdain, *Le fondement de l'obligation de sécurité* : *Gaz. Pal.* 21 sept. 1997, p. 22. - Ph. Rémy, *La « responsabilité contractuelle » : histoire d'un faux concept* : *RTD civ.* 1997, p. 323 et s., spéc. n° 47. - Ph. Le Tourneau (dir.), *Droit de la responsabilité et des contrats* : Dalloz, coll. *Action*, 2014/2015, n° 3299.

23 D. 2009, p. 1731, J.-S. Borghetti.

24 Cass. com., 26 mai 2010, n° 07-11.744 : *JurisData* n° 2010-007170 ; *Bull. civ.* 2010, IV, n° 100.

25 CJCE, 25 avr. 2002, aff. C-183/00, *Gonzales Sanchez c/ Medicina Asituriana SA* : D. 2002, p. 2462, note Ch. Larroumet ; *RTD civ.* 2002, p. 523, obs. P. Jourdain ; *RDC* 2003, p. 107, obs. Ph. Brun.

26 J. Calais-Auloy, *Existe-t-il en droit français plusieurs régimes de responsabilité du fait des produits ? in Etudes offertes à G. Viney* : *LGDJ*, 2008, p. 201.

27 Cass. com., 26 mai 2010, n° 08-18.545 : *JurisData* n° 2010-007167 ; *Bull. civ.* 2010, IV, n° 99 ; *Contrats, conc. consom.* 2010, comm. 198, L. Leveneur. - Cass. 1^{re} civ., 17 mars 2016, n° 13-18.876, préc. note (19).

répondre à un vice caché, ce qui n'est pas nécessairement le cas²⁸ ; vraisemblablement, la garantie légale de conformité des articles L. 211-1 et suivants du Code de la consommation, à condition d'être en présence d'un contrat conclu entre un acheteur consommateur et un vendeur professionnel ayant pour objet la vente d'un bien meuble corporel ; et peut-être, encore que la question puisse être discutée²⁹, la responsabilité du fait des choses en jouant sur la distinction de la garde de la structure et de la garde du comportement³⁰.

10 - L'avant-projet de loi a manifestement cherché à tenir compte de l'interprétation faite par la Cour de Luxembourg de l'article 13 de la directive. Il n'est pourtant pas évident que la rédaction du projet d'article 1299-4 du Code civil puisse parfaitement contenter la Cour de justice. En disposant, dans un premier alinéa, que « les dispositions de la présente section ne portent pas atteinte aux droits dont la victime d'un dommage peut se prévaloir au titre du droit de la responsabilité contractuelle »³¹ puis, dans l'alinéa suivant, qu'« elles ne lui interdisent pas non plus d'invoquer les dispositions de la responsabilité extracontractuelle prévues par le présent chapitre, ou d'autres régimes spéciaux de responsabilité, dès lors que ceux-ci ont un fondement différent de la responsabilité prévue à la présente section », le texte pourrait se lire comme réglant la question de l'option entre le régime spécial de responsabilité du fait des produits défectueux et d'autres régimes de responsabilité à partir d'une distinction selon que la victime entend préférer au premier un régime contractuel ou extracontractuel de responsabilité : l'exigence d'un fondement différent de celui du défaut de sécurité du produit, que le projet d'article 1299-4 n'énonce pas pour le cas où la victime voudrait agir en responsabilité contractuelle (al. 1^{er}), ne paraît valoir que lorsqu'il est question d'agir sur le terrain extracontractuel (al. 2). Faudrait-il dès lors

comprendre qu'en cas de dommage causé par un produit défectueux, il est permis à la victime, pour le cas où le dommage trouverait sa source dans un manquement contractuel imputable à son cocontractant, d'agir suivant les règles du droit commun de la responsabilité contractuelle sans aucune restriction, peu important donc la question de savoir si cette responsabilité a ou non le même fondement que le régime spécial de responsabilité du fait des produits défectueux ? Pourrait-elle ainsi se prévaloir du régime jurisprudentiel français de responsabilité du fait des produits fondé sur l'obligation de sécurité de résultat, dont il paraît difficile de contester qu'il repose sur le défaut de sécurité du produit, autrement dit sur le même fondement que la responsabilité instituée par la directive³² ? Sans doute la question ne concerne-t-elle pas la réparation des dommages aux biens à usage professionnel, exclue du champ d'application du régime spécial de responsabilité du fait des produits défectueux (art. 1290, al. 2 ; V. *supra*) ; et ne devrait-elle pas non plus intéresser la réparation des dommages corporels, qui doit avoir lieu, selon le projet d'article 1233, alinéa 2, sur le terrain extracontractuel, sauf à voir dans l'alinéa 1^{er} de l'article 1299-4 une exception possible à cette règle. Mais elle se pose certainement pour la réparation des dommages affectant des biens destinés à l'usage ou à la consommation privés et utilisés principalement pour cet usage, sous réserve de ce que l'on a déjà dit de l'avenir de l'obligation contractuelle de sécurité. Plutôt que de prendre le risque d'exposer la France à revivre les déboires de la transposition de la directive³³, il nous paraîtrait plus sage d'énoncer, dans un seul et même alinéa, que le régime de la responsabilité du fait des produits défectueux exclut en principe l'application d'autres régimes de responsabilité contractuelle ou extracontractuelle, à moins que ceux-ci reposent sur des fondements différents de celui d'un défaut de sécurité du produit. ■

Proposition de modification

« Chapitre V. - Les principaux régimes spéciaux de responsabilité ou d'indemnisation

(...)

« Section 2. - La responsabilité du fait des produits défectueux

(...)

« Article 1299-4. - Les dispositions de la présente section ne portent pas atteinte aux droits dont la victime d'un dommage peut se prévaloir au titre **d'autres régimes de responsabilité contractuelle ou extracontractuelle, dès lors que ceux-ci reposent sur des fondements différents de celui d'un défaut de sécurité du produit.**

« Le producteur reste responsable des conséquences de sa faute et de celle des personnes dont il répond.

28 *Cass. com.*, 26 mai 2010, n° 08-18.545, *préc. note* (27). - *Cass. 1^{re} civ.*, 17 mars 2016, n° 13-18.876, *préc. note* (19).

29 *J. Calais-Auloy, Menace européenne sur la jurisprudence française concernant l'obligation de sécurité du vendeur professionnel* : *D.* 2002, p. 2458. - *T. Riehm, Produits défectueux : quel avenir pour les droits communs ? L'influence communautaire sur les droits français et allemand* : *D.* 2007, p. 2749. - *D. Bakouche, La responsabilité des fournisseurs*, *préc. note* (20) - *Ph. Brun, Responsabilité civile extracontractuelle*, *op. cit. note* (4), n° 384, p. 254.

30 *G. Viney, La mise en place du système français de responsabilité des producteurs pour le défaut de sécurité de leurs produits in Mélanges offerts à J.-L. Aubert* : *Dalloz*, 2005, p. 329 et s., *spéc. p.* 354. - *M. Bacache-Gibeili, Droit civil, Les obligations, La responsabilité civile extracontractuelle* : *Economica*, n° 613.

31 L'éviction du dommage corporel du champ de la responsabilité contractuelle devrait logiquement entraîner une réduction du domaine de la garantie des vices cachés : l'acquéreur victime d'un dommage corporel causé par la chose achetée ne devrait plus pouvoir engager la responsabilité du vendeur non fabricant sur le fondement de l'article 1645 du Code civil. Sur ce point, *J.-S. Borghetti, L'avant-projet de réforme de la responsabilité civile - Vue d'ensemble de l'avant-projet* : *D.* 2016, p. 1386 et s., *spéc. n°* 35 p. 1392.

32 *P. Jourdain et A. Guégan-Lécuyer, La directive et la place du droit commun de la responsabilité civile* : *Resp. civ. et assur.* 2016, dossier 3.

33 *G. Durry, Les déboires de la France en matière de transposition de la directive communautaire sur la responsabilité du fait des produits défectueux* : *Risques* 2003, n° 53, p. 87.